

# Surveillance illégale des Tanneries et des Lentillères

Appel à rassemblement le 18 février 2023

#StopSurveillance

Nous, usagè·es de l'espace autogéré des Tanneries et du Quartier Libre des Lentillères, dénonçons la surveillance policière illégale dont nous avons fait l'objet durant plusieurs mois.

Les faits :

Deux dispositifs de vidéosurveillance camouflés dans des boîtiers accrochés au sommet de poteaux électriques ont été découverts au mois d'octobre 2022. Ils pointaient vers des accès aux Tanneries et aux Lentillères et permettaient de filmer les rues, les zones de parking et les entrées piétonnes des lieux d'activités et de résidence. Ces appareils étaient composés d'une caméra à globe orientable et d'une antenne de transmission des données, ils étaient alimentés par le biais du poteau électrique. Passé le premier moment d'incrédulité, des recherches ont permis d'attester une surveillance de longue durée.

Des photos privées et de google street view permettent d'attester la présence de telles caméras depuis au moins 2019, sur des périodes de plusieurs mois.

Après la découverte du dispositif situé au fond de l'impasse des Tanneries, celui situé devant les Lentillères (rue Amiral Pierre) s'est volatilisé sous l'action d'un groupe d'intervention envoyé par les services de renseignement.

Nous sommes choqué·es de nous retrouver dans un mauvais film d'espionnage, mais nous ne sommes pas surpris·es. Alors que la vidéosurveillance se banalise dans l'espace public sous prétexte d'insécurité, le ministère de l'intérieur étend son usage sous une forme camouflée, illégale, ciblée. Si l'un comme l'autre nous révolte, la surveillance discrète et illégale durant plusieurs mois de l'ensemble des allées et venues de plusieurs centaines de personnes, habitant·es, voisin·es, public et usagè·es est un pas de plus vers un monde où chaque fait et geste est soumis au regard policier.

Dans les lieux que nous faisons vivre, les activités politiques et les oppositions qu'elles font naître dérangent le pouvoir en place. Si nous en sommes conscient·es, rien ne peut justifier pour autant ces pratiques d'espionnage et d'intrusion au cœur de nos organisations politiques et dans l'intimité de nos vies. Être filmé·e à son insu constitue une véritable violence, de même que de savoir ses déplacements du quotidien auscultés, des moments intimes observés, la vie de tous les jours sous le regard de la police.

Et la suite alors ? Des perquisitions pour découvrir une bouteille d'acétone comme preuve irréfutable d'explosifs en cours de préparation ? Une pompe à vélo en guise de matraque ? Nos bibliothèques renversées pour mettre la main sur un livre d'histoire de la révolution zapatiste ?

Tout ceci cadre bien avec le glissement actuel opéré par le gouvernement qui tend à transformer toute opposition à ses politiques en opération criminelle, en association de malfaiteurs, en « éco-terrorisme ».

Au cours des dernières années, les tentatives du pouvoir de monter en épingle différentes « affaire » se sont répétées : la plus récente et emblématique est celle de Bure et d'une supposée association de malfaiteurs qui a permis durant des années l'espionnage de militant·es, a produit 16 années d'écoutes cumulées, 85 000 conversations interceptées et 29 personnes et lieux mis sous écoute,

pour qu'au final toutes les personnes inculpées soient relaxées du chef d'inculpation d'association de malfaiteurs.

Nous communiquons pour dénoncer ces pratiques, pour les rendre visibles et pour la défense de libertés sensément acquises, et toujours plus menacées. Nous pensons que c'est aussi l'occasion de rassembler les témoignages des personnes et collectifs ayant fait l'objet de surveillance durant ces dernières années. Contactez nous !

Toute opposition à la marche d'un monde qui fonce droit dans le mur est surveillée. Le but est-il de faire peur ? De briser des solidarités ? De nous décourager ?

Quoiqu'il arrive, nous sommes prêtes à répondre à toute tentative de criminalisation de nos collectifs, médiatiquement, juridiquement et politiquement.

Nous ne nous laisserons pas intimider !

Nous continuerons à construire et faire vivre d'autres voies vers l'autonomie !

*Et puisque notre monde est bien plus beau et plus joyeux que le leur, nous vous invitons à un rassemblement festif et un bal masqué contre l'espionnage de l'État envers ses opposant·es politiques. Venez masqué·es sur le thème de la lutte contre la surveillance le 18 février 2023 à Dijon !*

Contact : [stopsurveillance@riseup.net](mailto:stopsurveillance@riseup.net)

Tel presse : 07 58 57 02 80